

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Hassan Nasrallah donne le signal de la contre-attaque de l'Axe de la Résistance

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 27 MAI 2013



Hassan Nasrallah donne le signal de la contre-attaque de l'Axe de la Résistance

Par Pierre Khalaf

Alors que les États-Uniens tentent de vider de leur contenu les arrangements de Moscou, en minant la conférence de « Genève-2 », l'État syrien et ses alliés régionaux font preuve d'une grande détermination à modifier d'une manière irréversible les rapports de force sur le terrain. En assénant des coups de boutoirs aux terroristes, la Syrie réduit à presque rien la marge de manœuvre de Washington. Parallèlement, la Russie campe sur ses positions et refuse toutes les conditions posées par les États-Unis concernant la composition de la délégation des « oppositions » syriennes et le blocage de la participation de l'Iran à cette

conférence.

En affirmant que la région traverse « *une nouvelle phase* », le leader du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, donne le signal de la contre-attaque de l'Axe de la Résistance, qui a commencé il y a plusieurs semaines avec les succès stratégiques enregistrés par l'armée syrienne autour de Damas et dans la région d'Alep et d'Idleb. Sayyed Nasrallah a été clair : la Résistance ne permettra pas que la Syrie tombe dans le giron des USA, d'Israël et des mouvements takfiris. Elle n'acceptera pas que ses lignes de ravitaillement soient rompues et qu'une force ennemie la poignarde dans le dos. La Résistance est prête à déployer des dizaines de milliers de combattants s'il le faut pour atteindre ces objectifs.

Confirmant ces propos, l'armée syrienne poursuit sa progression sur le terrain. La ville stratégique de Qoussair est désormais contrôlée à 80 % par l'armée régulière, l'armée de défense nationale et les comités populaires. La route reliant l'est du Liban à Homs, au centre de la Syrie, est sécurisée. Il s'agit d'un axe vital pour acheminer des hommes et du matériel vers la Syrie et vers toutes les régions du pays.

Selon une source militaire syrienne, l'aéroport de Dabaa, au nord de Qoussair, est totalement encerclé, des combats ont lieu à l'intérieur et les rebelles qui s'y trouvent n'ont plus de contacts avec ceux restés dans le nord de la ville.

Pour tenter d'atténuer les pressions, les terroristes syriens et leurs soutiens libanais menacent de transposer le conflit au Liban. Ils ont intensifié leurs agressions contre le quartier de Jabal Mohsen à Tripoli ; ont multiplié les incidents et les provocations à Saïda, via le cheikh intégriste Ahmad al-Assir ; ont tiré deux roquettes de type Grad sur la région frontalière du Hermel ; et, plus grave encore, ils ont tiré, dimanche, deux roquettes sur Beyrouth, plus précisément sur la banlieue sud.

Ammar al-Wawi, un des chefs des extrémistes syriens, a menacé, dimanche, que « *le Liban n'est pas à l'abri de ce qui se passe en Syrie* ». « *Ce qui s'est passé dans la banlieue-sud est une mise en garde. Il y aura des répercussions sur Beyrouth, sur Tripoli et sur l'aéroport. Nous ne resterons pas les bras croisés face aux agissements du Hezbollah* », a-t-il lancé.

Preuve de la confusion qui règne dans les rangs des rebelles syriens, Ammar al-Wawi a très vite été désavoué par le porte-parole de l'Armée syrienne libre, Fahd al-Masri.

La déliquescence des extrémistes s'est traduit aussi par des combats qui ont éclaté dimanche dans deux localités du nord de la Syrie entre rebelles et combattants kurdes. Les affrontements ont eu lieu à Ras al-Aïn, une localité frontalière avec la Turquie, entre les rebelles et des comités de protection du peuple kurde (YPG).

Pendant ce temps, Damas a déployé sa diplomatie en préparation à la conférence de « Genève-2 ». Le ministre des Affaires étrangères, Walid Moallem, a effectué une visite surprise à Bagdad, d'où il a annoncé que la Syrie avait donné son « accord de principe » pour participer à cette conférence à travers une délégation officielle. Il a déclaré, après un entretien avec le Premier ministre Nouri al-Maliki que l'Irak ne fera pas partie de l'axe hostile à la Syrie.

En parallèle, l'Iran a haussé le ton contre la Turquie. Le chef du Parlement, Ali Larijani, a déclaré qu'Ankara ne devrait pas faire assumer à l'Iran et au Hezbollah la responsabilité des erreurs qu'il commet depuis deux ans en Syrie.

Ces succès militaires et cette offensive politique interviennent alors que ladite opposition syrienne ne réussit toujours pas à s'entendre sur la composition de sa délégation à « Genève-2 », car ses sponsors régionaux (Arabie saoudite, Qatar et Turquie) et internationaux, conduits par les États-Unis, se disputent les quotas de représentation.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Nous passons par des moments historiques critiques. Depuis le retrait des forces syriennes du Liban en 2005, le gouvernement libanais n'a pas réussi à renforcer son armée face aux menaces israéliennes. Si l'armée libanaise avait les moyens et les armes nécessaires, elle aurait combattu Israël avec la même férocité que le mouvement de Résistance. Le problème essentiel est que, depuis la création de l'État libanais, les responsables libanais n'ont jamais

considéré Israël comme un pays ennemi qu'il faut combattre. L'État est incapable, sans la Résistance, de défendre le pays face aux menaces israéliennes. Nous vivons dans un État confessionnel, incapable d'adopter une nouvelle loi électorale. Comment peut-on attendre de cet État de résister face à l'armée israélienne ? Ils en sont incapables. Mais la présence d'un État, même faible, est mieux que le vide politique ou le chaos. À Tripoli, il faut mettre fin aux violences insensées. Nous appelons de nouveau à laisser le Liban en dehors de toute confrontation. Que ceux qui veulent combattre aillent en Syrie. Mais préservons la neutralité du Liban. Pourquoi se battre au Liban ? (...) Une guerre mondiale a été lancée contre la Syrie. Tout le monde intervient en Syrie, mais la communauté internationale n'accuse que le Hezbollah pour son implication dans le conflit. La communauté internationale veut le départ de ce régime même si cela veut dire la destruction de la Syrie. Une partie de l'opposition syrienne souhaite le dialogue, mais une autre partie travaille pour le compte des renseignements US et israéliens. Il y a aussi les groupes armés sur le terrain, dominés principalement pas les mouvements takfiris. Ils sont venus de l'étranger pour combattre les forces syriennes nationales. Certains pays arabes financent et arment ces mouvements. La montée de ces mouvements radicaux ne constituent pas uniquement une menace pour les chiïtes au Liban, mais pour tous les Libanais, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. La Syrie représente un soutien essentiel à la Résistance. La Syrie, c'est la protection arrière de la Résistance, le support de la Résistance. La Résistance ne peut rester les bras croisés quand sa protection arrière est exposée et quand son support se brise. Si nous n'agissons pas, nous sommes des idiots. Si le régime de Bachar el-Assad tombe, la Résistance sera affaiblie, ce qui permettra à Israël de contrôler le Liban et ce qui signera la fin des mouvements de résistance en Palestine. Nous n'avons pas besoin de décréter le Jihad. Il suffit de deux mots pour que des dizaines de milliers de combattants se rendent aux fronts. Nous faisons face à une nouvelle étape qui a commencé il y a quelques semaines. Nous combattons pour protéger la Résistance et le Liban. Nous sortirons victorieux de cette bataille, comme toujours. Nous poursuivrons notre chemin et nous sacrifierons tout pour parvenir à cette victoire. Je vous le promet. »

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« La Résistance est plus noble et plus importante que tout, elle ne doit pas s'enliser dans les sables de la dissension, que ce soit en Syrie ou au Liban. Il faut éviter l'enlèvement dans les combats que ce soit auprès d'un frère ou d'un ami. La Résistance a lutté et libéré le sud du Liban non pas parce qu'il s'agissait d'une cause confessionnelle mais d'une cause nationale. »

Béchara Raï, patriarche maronite

« Il faut organiser les élections selon la loi en vigueur. Les élections sont une obligation morale et constitutionnelle. Les députés ne peuvent pas prendre pour excuse l'absence d'une nouvelle loi pour annuler les élections. Les Libanais doivent choisir des représentants responsables. Nous ne pouvons pas dire que la situation s'est détériorée à cause de mon absence du pays, mais j'ai été très déçu par les blocs parlementaires. Le Liban est un pays neutre et personne ne doit l'entraîner dans des axes régionaux ou internationaux. Les Libanais doivent d'abord faire preuve de loyauté envers leur patrie. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« La solution à la crise électorale est de tenir une séance parlementaire et de voter en faveur d'un des projets de loi proposés. Nous avons trois choix : le mauvais c'est la loi électorale de 1960, le pire c'est la prorogation du mandat de la Chambre des députés, et le troisième c'est le catastrophique vide. »

Cheikh Mohammad Rachid Kabbani, mufti de la République libanaise

« Les tirs de roquettes d'une région libanaise vers une autre est un signe avant-coureur de la grande explosion qui vise à entraîner le Liban dans les conflits régionaux. Les Libanais doivent être responsables et se réveiller avant que le pays n'explose et que tout le monde ne se perde. »

Marwan Charbel, ministre libanais de l'Intérieur

« La prospérité et le développement économiques n'attendent pas l'expédition des affaires courantes, et la stabilité ne peut être retardée jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé sur le partage du gâteau et sur les noms à retenir pour le prochain gouvernement. »

Attendre constamment la dernière minute pour organiser des élections n'est pas de nature à bâtir l'État que nous souhaitons. L'unité nationale et la démocratie sont sacrées, on ne doit y porter atteinte sous aucun prétexte. Seul le dialogue peut préserver l'union et la stabilité et nous permettre de faire face aux défis, aux échéances et aux agressions, compte tenu de la situation dangereuse que nous vivons. »

Sleiman Frangié, chef du Courant des Marada

« L'intérêt du Liban est de se tenir aux côtés de la Résistance et celui des chrétiens dans le refus de se soumettre. Nous resterons avec la Résistance, même dans 100 ans, car c'est une option stratégique que nous avons choisie et non pas une alliance conjoncturelle d'intérêts. L'objectif de l'Occident et d'Israël est de frapper la Résistance. Ce qui se passe en Syrie vise à briser l'axe de la Résistance. Certains au Liban n'ont pas considéré le retrait israélien du Liban-Sud comme une victoire mais comme une carte retirée des mains du Hezbollah (...). Je suis en contact permanent avec le président Bachar al-Assad. Son moral n'a pas changé, il a toujours été élevé. »

Événements

- Selon l'agence d'information du Vatican *I.Media*, le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a remis au pape François mercredi un rapport sur la situation des chrétiens au Moyen-Orient, pour l'aider à agir sur ce dossier, a-t-il confié lui-même. « *Le pape cherche toujours des moyens pour agir* » mais « *a besoin de connaître la vérité objective des choses* », a expliqué le cardinal, au terme de la messe quotidienne concélébrée à la Maison Sainte-Marthe. Il s'agit d'un « *rapport détaillé sur la situation des communautés chrétiennes et sur la situation au Moyen-Orient* », a-t-il précisé. Interrogé sur la crise syrienne et plus globalement sur le Moyen-Orient, le cardinal Raï a affirmé que si l'on persiste « *à fournir argent et armes aux différents groupes islamistes* », on court « *le risque de voir les musulmans, qui sont dans leur grande majorité modérés, passer du côté fondamentaliste* ». « *Les chrétiens du*

Moyen-Orient ont le grand rôle de garantir la modération musulmane. Mais étant donné qu'ils s'affaiblissent à cause de la guerre, de la crise économique et émigrent, les musulmans modérés risquent d'aller vers les intégristes », a affirmé le chef de l'Église maronite.

- Le Koweït a appelé dimanche ses ressortissants à éviter de se rendre au Liban et ceux qui s'y trouvent à quitter au plus vite ce pays où le conflit en Syrie voisine déborde. « *En raison de la situation instable au Liban le ministère des Affaires étrangères appelle les citoyens à faire preuve de prudence et à éviter de se rendre au Liban pour le moment* », a rapporté l'agence officielle KUNA. Le ministère a également demandé aux Koweïtiens qui se trouvent actuellement au Liban de quitter ce pays « *le plus vite possible* », selon KUNA.

- Selon le quotidien koweïtien *al-Anbaa*, le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, serait entré au Liban. Cette information a été « *officiellement* » communiquée aux plus hauts responsables sécuritaires du pays.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(24 mai 2013)

L'ancien directeur des Forces de sécurité intérieure (FSI), Achraf Rifi, a ôté ses gants blancs et sa tenue grise pour faire siens durant son apparition sur les petits écrans le discours et la position des leaders des axes à Tripoli. Rifi n'a pas tardé à dévoiler au grand jour son parti pris, voire sa responsabilité dans les événements qui se déroulent sur le terrain, lorsqu'il a qualifié les antagonistes à Jabal Mohsen de « *petites gens qui paieront le prix ayant porté atteinte à la ville de Tripoli* ».

Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a été choqué par les déclarations de Rifi à qui il aurait demandé par téléphone de contribuer aux efforts visant à calmer la situation à Tripoli.

As-Safir (24 mai 2013)

Imad Marmal

Pour le Hezbollah, la participation aux combats en Syrie est une décision qu'il a été contraint de prendre. Elle s'inscrit dans le cadre de la confrontation avec Israël et les États-Unis, de la défense de l'idée même de résistance, et de la protection du Liban contre le danger d'expansion des mouvements takfiris.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)
(24 mai 2013)

Les forces politiques ont commencé à évoquer le scénario suivant : la situation explosive à Tripoli et l'implication du Hezbollah dans les combats à Qoussair constitueront un prétexte réaliste qui pourrait être invoqué pour reporter les élections législatives et proroger le mandat de la Chambre. Des informations indiquent que le président de la Chambre Nabih Berry œuvre à une prorogation pour 18 mois ou deux ans du mandat du Parlement. Car, selon lui, la situation dans le pays, notamment à Tripoli, n'est guère propice à un déroulement normal des élections. Berry poursuit ses démarches devant permettre de s'entendre sur une telle prorogation, et compte intensifier ses tractations dans les jours à venir, soit avant la fin de la session ordinaire de la Chambre, le 31 mai. Une source parlementaire donne le scénario suivant au cas où les élections n'auraient pas lieu et qu'on ne se serait pas entendu sur une prorogation donne : Dans ce cas, le Parlement continuera d'exercer ses fonctions au vu du principe de continuité des institutions.

Des sources liées au 14-Mars indiquent que ce camp n'a nullement l'intention de cautionner une extension de deux ans du mandat du Parlement.

Le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Marwan Charbel, a souligné que son ministère était prêt à assurer la tenue des élections.

Le chef des Forces Libanaises, Samir Geagea, a rappelé les options dont il est actuellement question dans le dossier électoral : le retour à la loi de 1960 ; la prorogation du mandat de la Chambre ; le vide politique. Mais selon lui, il existe une quatrième option : la tenue d'une séance plénière de la Chambre, pendant laquelle on soumettra au vote les projets de loi électorale. Un report technique

suivra, suite auquel les élections auront lieu sur base de la loi adoptée par la Chambre.

An-Nahar (24 mai 2013)

Rosanna Bou Mouncef

À travers par son implication dans la guerre en Syrie, Le Hezbollah a transposé la crise syrienne au Liban, qui court de ce fait le risque d'une discorde entre les sunnites et les chiites. Des observateurs indiquent qu'en prenant part aux combats sur le sol syrien, le Hezbollah a piétiné plusieurs lignes rouges : il a violé l'accord de Taëf et enfreint les résolutions 1701 et 1559

An-Nahar (22 mai 2013)

Sarkis Naoum

Interrogé sur la situation en Syrie, un chercheur actif dans un think tank US très sérieux à Washington déclare : « *C'est une situation de chaos qui va devenir encore plus chaotique. La crise et la guerre en Syrie vont durer longtemps. Il y aura beaucoup de sang et pas de solution. L'administration américaine ferme les yeux et le peuple américain ne veut plus de guerre en dehors du pays, notamment au Moyen-Orient, après les guerres d'Irak et d'Afghanistan.* »

Y a-t-il une stratégie états-unienne au Moyen-Orient ? « *Non, il n'y a pas de stratégie et la diplomatie américaine est inexistante, répond le chercheur. Les pays arabes qui soutiennent les révolutionnaires sont divisés. Le Qatar et la Turquie font de la concurrence à l'Arabie saoudite, la Jordanie et les Émirats arabes unis. Washington ne peut pas exercer des pressions sur ces pays. Les révolutionnaires à l'intérieur de la Syrie sont divisés. Le Front al-Nosra et Al-Qaïda sont devenus deux composantes essentielles de la révolution syrienne après leur alliance* », conclut le chercheur.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Hassan Olleik (24 mai 2013)

L'ancien directeur des Forces de sécurité intérieure (FSI), Achraf Rifi, est le leader des chefs des axes, le parrain officiel mais non exclusif des combattants qui n'ont cessé depuis 2008 de tirer sur la poitrine de leur ville. Rifi s'efforce à dessiner les pourtours de son émirat politique à Tripoli, ne laissant plus de place à ceux qui optent pour un double discours, qui en d'autres termes financent

les combattants pendant le jour et les renient pendant la nuit. Car Rifi, lui, est jour et nuit auprès de ces combattants. L'ancien directeur des FSI a voulu s'ériger en acteur principal sur l'échiquier tripolitein sans montrer le moindre souci de rendre la pareille au Premier ministre démissionnaire, Nagib Mikati, qui avait pourtant présenté sa démission n'ayant pas pu obtenir l'approbation des composantes de son gouvernement à proroger le mandat de Rifi.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Tarek Tarchichi (21 mai 2013)

Aucune bataille dans la guerre universelle menée contre la Syrie n'aura pris autant d'importance que celle qui se déroule actuellement à Qoussair. Après Baba Amr, on peut dire que l'armée syrienne a fait échec au plan de partition de la Syrie, et peut-être même du Liban et de toute la région. En effet, l'axe s'étendant de Homs à Qoussair était, dès le début des événements, la cible de ceux qui voulaient séparer le Nord du Sud syrien, son littoral de son désert, et mettre la main sur la raffinerie de Homs, dont la destruction était un des principaux objectifs d'Israël pendant la guerre de 1973. C'est pour cela que tous les regards régionaux et internationaux se dirigent vers Qoussair.

Des analystes en stratégie assurent donc que la défaite de l'opposition à Qoussair et sa région a fait échec au projet de partition et aux tentatives de renverser le régime. Elle aura des conséquences claires sur les décisions de la coalition de l'opposition syrienne qui se réunit à Istanbul dans deux jours. Surtout que certaines déclarations de membres de cette coalition étaient, contrairement à l'accoutumée, moins extrémistes et violentes au sujet du dialogue avec le régime.

Des informations en provenance de Washington indiquent que le président Barak Obama a insisté devant ses visiteurs ces dernières semaines, notamment le Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan, sur l'importance de la participation de tous à la conférence de « *Genève-2* », qui constitue, selon lui, le seul cadre disponible pour une solution à la crise syrienne.

Des informations parues sur des sites électroniques US et israéliens indiquent qu'Obama a dit à ses alliés, mécontents de la réunion entre John Kerry et Sergei Lavrov à Moscou, qu'ils peuvent soutenir

l'opposition syrienne en l'aidant à se faire entendre pendant les prochaines négociations. Mais laisser la situation sans garde-fous en Syrie constitue un danger pour tous, y compris pour Israël, l'enfant gâté de Washington. Les visiteurs de Damas déclarent pour leur part que les appels à la détresse lancés par les groupés armés pour les sortir de leur pétrin auront sans aucun doute des répercussions sur l'évolution de la crise en Syrie.

Au Liban, tous les dossiers semblent faire du surplace, en attendant la suite des développements sur le terrain syrien. Si la Syrie sort gagnante de cette bataille, elle aura certainement son mot à dire au Liban, selon les amis de Damas.

Dans ce contexte, de nombreux politiciens ont estimé que la déclaration de l'ancien Premier ministre Saad Hariri contre le Hezbollah illustre une grande inquiétude des résultats de la bataille de Qoussair et ses éventuelles répercussions sur le Liban. Ces propos confirment à quel point les deux pays sont liés.

Et ces mêmes hommes politiques de s'interroger : « *Le 14-Mars n'a-t-il pas été le premier à impliquer le Liban et les Libanais dans le chaudron de la guerre syrienne. Aussi, n'est-il pas sage de leur part d'accuser les autres de ce qu'ils ont eux-mêmes commis.* »

Ad-Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(24 mai 2013)

Des extraits d'un rapport des services de renseignement britanniques montrent que Londres s'apprête —avec le lobby sioniste— à accuser de terrorisme la branche militaire du Hezbollah. Un diplomate français à Beyrouth assure que la France dispose d'informations certaines sur la présence de milliers d'éléments armés du Hezbollah en Syrie, combattant aux côtés du régime syrien. La France a fait savoir à la Grande-Bretagne qu'elle avait plusieurs préoccupations à ce propos. Il s'agit d'abord de faire parvenir un message ferme au Hezbollah sur son action inacceptable en Syrie. À cela s'ajoute le souci de la France de ne pas compliquer davantage la situation au Liban, et de veiller à la sécurité de ses soldats déployés au Liban sud au sein de la Finul. Il est par ailleurs nécessaire d'adresser un message au Hezbollah sur son implication en Syrie parallèlement à ce qui se passe aux Nations unies à New York, s'agissant de l'inscription de Jabhat

Al-Nosra sur la liste onusienne du terrorisme.

Dans ce contexte, des sources diplomatiques évoquent un possible retrait des troupes européennes déployées dans le cadre de la Finul.

Ad-Diyar (24 mai 2013)

L'ancien Premier ministre Saad Hariri finance la bataille de Tripoli contre Jabal Mohsen en réaction à la bataille de Qoussair. Hariri commence à considérer que les sunnites du Liban et ceux de Syrie sont unis sous sa bannière et qu'il est le leader des sunnites dans les deux pays. Pour lui, la bataille prend la tournure d'une confrontation entre Bachar al-Assad, l'État syrien et son armée d'un côté, et Hariri, les sunnites du Liban et de Syrie de l'autre.

Les pays du Golfe commencent donc à entrer directement en scène et à éloigner de plus en plus le nom d'Ayman Zawahiri et de Jabhat al-Nosra, pour renforcer le Courant du futur afin qu'il s'attaque à Jabal Mohsen. Il pourrait étendre la zone des combats à Saïda, Bar Elias, la Békaa-Ouest, Beyrouth et tout le Liban-Nord. Le Conseil de coopération du Golfe, sous la direction de l'Arabie saoudite, a décidé de frapper tous les partisans du président Assad au Liban dans une guerre qui sera menée par Hariri. Ce dernier publiera tous les jours un communiqué sur l'évolution de la bataille de Tripoli, jusqu'à la chute de Jab Mohsen, en l'encerclant et en poussant ses habitants à fuir vers les régions de Zghorta et de Koura.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (24 mai 2013)

Les affrontements à Tripoli ont commencé avec le début de l'avancée de l'armée syrienne à Qousseir, mais il ne s'agit pas d'une réaction impulsive. C'est plutôt une riposte bien étudiée qui a plusieurs niveaux de lectures. Selon un cheikh « *neutre* » de Tripoli, une des premières raisons des derniers affrontements résiderait dans le fait que les groupes islamistes de la ville ont envoyé des combattants à Qousseir dont bon nombre d'entre eux sont morts. Il faudrait donc enflammer les esprits pour justifier ces morts et aiguïser les haines pour empêcher leurs familles de se poser des questions. Cela, c'est le premier niveau. Au deuxième niveau, les affrontements de Tripoli auraient une dimension

politique interne. Ils seraient ainsi destinés à faire pression sur les tractations politiques pour tenter d'obtenir la formation d'un nouveau gouvernement en contrepartie de la prorogation du mandat du Parlement, car dans l'esprit de certaines forces influentes à Tripoli, la prorogation du mandat parlementaire serait une concession au tandem chiite Amal et le Hezbollah, et à Nabih Berry en particulier, que le 14-Mars ne veut plus réélire à la tête du Parlement s'il remporte les élections législatives. Il faut donc une contrepartie qui serait la formation d'un gouvernement sans le 8-Mars et ses alliés, que ces derniers bloquent actuellement en réclamant un gouvernement regroupant toutes les parties avec une participation proportionnelle au poids parlementaire de chacune d'elles. Le troisième niveau de lecture est plus régional et expliquerait les combats persistants à Tripoli par une volonté arabe de punir l'armée syrienne et son allié le Hezbollah en faisant du Nord une région hors du contrôle de l'État et en particulier de l'armée libanaise. Ce serait pour cette raison que dans ce « *round* », les combattants ont sciemment tiré sur l'armée libanaise qui tentait de s'interposer entre les belligérants et de répondre aux sources des tirs, faisant plusieurs morts parmi les soldats. Les combattants de Bab el-Tebbaneh ont ainsi commencé par tirer en direction de Jabal Mohsen, l'enclave alaouite de la ville, pour canaliser la colère de la rue sunnite après la percée de l'armée syrienne. Bien entendu, les combattants de Jabal Mohsen ont riposté, car ils ont beau être encerclés, ils n'en sont pas moins armés et bien préparés à toutes les éventualités. L'armée a tenté d'intervenir et elle est devenue la cible des combattants. Il ne s'agit pourtant pas d'une bavure, mais d'une attaque systématique qui n'a qu'une explication : la volonté de neutraliser l'autorité de l'armée à Tripoli et peut-être dans tout le Nord. Les combattants de Jabal Mohsen ont poursuivi leur riposte en lançant des obus sur le cœur de la ville avec un message clair : vous pouvez peut-être tenter d'envahir Jabal Mohsen, mais cela vous coûtera très cher.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Hassan Nasrallah donne le signal de la contre-attaque de l'Axe de la Résistance », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 27 mai 2013,

www.voltairenet.org/article178649.html